

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 349

13 février 2013

SOMMAIRE

AEI Luxembourg Global, S.à.r.l.	16750	NordicVenture Partner Investments S.à r.l.	16706
AZIGEP Société de Participations Financières S.à r.l.	16713	Odyssée Jet S.A.	16706
Bamschoul Becker S.à r.l.	16713	Of Wood S.à r.l.	16706
B.E.S.T. Management S.à r.l.	16713	OVC Property Services Limited Société Anonyme	16709
DB STG Lux 1 S.à r.l.	16736	OVC Property Services Limited Société Anonyme	16709
Domaine Viticole SCHRAM et Fils	16713	Overseas Properties, Ltd. S.A.	16709
Doman (SPF) S.A.	16713	Overseas Properties, Ltd. S.A.	16709
Electrawinds SE	16714	Perspective Croissance Holding S.A.	16706
European CleanTech I SE	16714	Princess Ceramic S.à r.l.	16709
Ferrero Trading Lux S.A.	16711	Rafael Productions S.à r.l.	16709
Fervalue S.à r.l.	16711	Reese S.à r.l.	16710
Fincer Lussemburgo S.A.	16748	Regard S.A.	16710
Finequity S.A.	16711	Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg) SCS	16751
Goldwell Holding S.A.	16711	Socovac S.à.r.l.	16708
GRL Carrelages S.A.	16711	Sopage S. à.r.l.	16708
Gulf Capital Luxembourg S.A.	16749	Stork Invest S.A.	16752
Gustav 1 S.à r.l.	16711	Swisscom IT Services Finance S.E.	16708
H.B.P. (Holding) S.A. SPF	16750	Thomas Becker - Architekturbüro S.à r.l.	16708
HoldBenel S.A.	16712	Transglobal Properties Limited S.A.	16707
House of Underwear	16712	Transglobal Properties Limited S.A.	16707
H.P.O.A. Holding de Participations Outre-Atlantique S.A.	16712	Unitpool Asset Management Alpha S.à r.l.	16707
Ibralux Holdings 1 S.A.	16712	Vanity s.à.r.l.	16707
Immobilière Mustang Hotels	16712	V & B Putz Design GmbH	16707
Immo-Technique S.à r.l.	16712	Xantis	16707
J-Fin S.A.	16710	Xenon Holding S.A.	16708
J-Group Invest S.A.	16710	Yves Roche International S.A.	16708
K Agamemnon S.à r.l.	16706		
Kashiwa Holdings	16751		
Léon Glodt Architectes et Urbanistes Sàrl	16710		
Lord & Berry International S.A.	16710		

Odyssée Jet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 40, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 118.740.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013005551/10.

(130005179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Of Wood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 112.950.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005553/10.

(130005762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Perspective Croissance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 154.290.

Les comptes annuels au 06-07-2010 au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013005585/10.

(130005814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

NordicVenture Partner Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 144.987.

EXTRAIT

Mr. Matthijs BOGERS, et Mr. Julien FRANCOIS, domiciliés professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ont démissionné de leurs fonctions de gérant de la Société, avec effet au 27 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Mr Matthijs BOGERS.

Référence de publication: 2013005528/13.

(130005395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

K Agamemnon S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 135.120,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 160.311.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004005/11.

(130003829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Vanity s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4936 Bascharage, 19A, rue de la Reconnaissance Nationale.
R.C.S. Luxembourg B 82.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009803/9.

(130011031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

V & B Putz Design GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5401 Ahn, 9, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 62.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009797/9.

(130011068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Unitpool Asset Management Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 151.374.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009792/9.

(130011016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Transglobal Properties Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 150.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009783/9.

(130010620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Transglobal Properties Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 150.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009782/9.

(130010553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Xantis, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 140.689.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009827/9.

(130010266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Xenon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 21, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 35.857.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009828/9.

(130010361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Yves Roche International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 60.844.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009832/9.

(130010560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Thomas Becker - Architekturbüro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 121.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009772/9.

(130010810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Sopage S. à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 1A, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 40.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009723/9.

(130010333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Socovac S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 65.827.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009719/9.

(130010314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Swisscom IT Services Finance S.E., Société Européenne.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 13-15, Zone Industrielle Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 144.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009698/9.

(130010753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

OVC Property Services Limited Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.201.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009600/9.

(130010556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

OVC Property Services Limited Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.201.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009602/9.

(130010913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Overseas Properties, Ltd. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 128.642.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009603/9.

(130010727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Overseas Properties, Ltd. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 128.642.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009604/9.

(130010757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Princess Ceramic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 53.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009653/9.

(130010846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Rafael Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 155.436.

Le Bilan au 31.12.2011 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009666/9.

(130010590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Reese S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.749.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009667/9.

(130011142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Regard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009676/9.

(130010098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

J-Fin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 139.612.

Le Bilan au 31.12.2011 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009457/9.

(130010237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

J-Group Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 148.910.

Le Bilan au 31.12.2011 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009458/9.

(130010238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Léon Glodt Architectes et Urbanistes Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.676.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009514/9.

(130010192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Lord & Berry International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 89.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009526/9.

(130010569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Fervalue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 155.588.

Les comptes annuels au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009318/9.

(130010188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Ferrero Trading Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.

R.C.S. Luxembourg B 46.117.

Les comptes annuels au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009331/9.

(130010189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Finequity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 82.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009336/9.

(130010209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Goldwell Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 61.609.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009392/9.

(130010502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

GRL Carrelages S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 55, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 80.541.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009393/9.

(130011007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Gustav 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 97.085.

Le bilan de clôture au 20 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009397/9.

(130010944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

H.P.O.A. Holding de Participations Outre-Atlantique S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009401/9.

(130010222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

HoldBenel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 27, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 160.212.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009406/9.

(130011009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

House of Underwear, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1333 Luxembourg, 4, rue Chimay.

R.C.S. Luxembourg B 121.617.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009408/9.

(130010600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Ibralux Holdings 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 152.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009434/9.

(130010429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Immo-Technique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1540 Luxembourg, 27A, rue Benjamin Franklin.

R.C.S. Luxembourg B 45.170.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009442/9.

(130010971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Immobilière Mustang Hotels, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013009444/9.

(130010692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

AZIGEP Société de Participations Financières S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.490.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013005966/13.

(130006910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Domaine Viticole SCHRAM et Fils, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 34, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 4.936.

Le Bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous ma référence 20130110-02.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michelau, le 10/01/2013.

Joseph CANNIVY.

Référence de publication: 2013006064/11.

(130006723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

B.E.S.T. Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2513 Senningerberg, 2, rue des Sapins.

R.C.S. Luxembourg B 121.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/01/2013.

Référence de publication: 2013005967/10.

(130007018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Doman (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 130.604.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2013006066/10.

(130006730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Bamschoul Becker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7317 Müllendorf, 27A, rue Paul Eyschen.

R.C.S. Luxembourg B 102.897.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013005969/10.

(130006746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

**Electrawinds SE, Société Européenne,
(anc. European CleanTech I SE).**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 155.076.

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of December.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of European CleanTech I SE (the "Company"), a European company (SE) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in accordance with council regulation (EC) No 2157/2001 of October 8, 2001 on the Statute for a European company (SE) (the "Regulation"), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.076, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on August 9, 2010, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register on August 25, 2010 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1818, page 87218 on September 6, 2010. The articles of association of the Company have last been amended pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated October 11, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2934, page 140820 on 4 December 2012. The articles of association have not been amended since.

The extraordinary general meeting of shareholders was opened at 10:30 am (CEST) with Mr. Yves VANDEKERCKHOVE, residing in Brussels, in the chair, who appointed Mr. Alexander OLLIGES, residing in Luxembourg as secretary.

The extraordinary general meeting of shareholders elected Mr Alexandre VANDEKERCKHOVE, residing in Brussels. as scrutineer.

The board of the extraordinary general meeting of shareholders having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state the following:

I. that the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders is the following:

1. Change of the name of the Company into "Electrawinds SE" and related amendment of Article 1 of the articles of association of the Company;

2. Change of the corporate object of the Company which shall henceforth read as follows:

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, and the administration and control of such portfolio, and the provision of management or other services to directly or indirectly controlled entities.

3.2 The Company may further grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company and lend funds or otherwise assist any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities or options to subscribe for shares in accordance with Luxembourg law.

3.4 The Company may further provide any and all financial management services including but not limited to treasury management services, currencies management services, interest rate and foreign exchange risk management to any entity in which it holds a direct or indirect controlling interest.

3. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company in the form made available on the website of the Company since November 20, 2012;

4. Acknowledgement of the supplementary special report of the management board, increase of the authorized capital and renewal of the authorization period. During the period of five (5) years from the publication of the resolutions of this extraordinary general meeting of shareholders, the board of directors is authorized to issue class A shares, to grant options to subscribe for class A shares and to issue any other instruments convertible into class A shares within the limit of the authorized capital, to such persons and on such terms as the board of directors shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the class A shares issued;

5. Acknowledgment of the resignation of Grant Thornton Lux Audit S.A. as the independent auditor of the Company and appointment of Ernst & Young S.A. as the independent auditor of the Company for the financial year ending December 31, 2012;

6. Acknowledgement of the reduction of the warrant reserve;

7. Acknowledgement of the appointment of directors pursuant to the extraordinary general meeting of September 28, 2012; and

8. Authorization of the Company to acquire its own shares.

II. that the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares as well as the shares voted by voting form are shown on an attendance list which is signed by the shareholders present and the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting;

III. that this extraordinary general meeting of shareholders was duly convened by notices containing the agenda of the meeting and published in the Mémorial number 2804, page 134549 on November 20, 2012 and number 2967, page 142373 on December 7, 2012, as well as in the Tageblatt, number 271 on November 20, 2012 and number 286 on December 7, 2012 and in the German Bundesanzeiger on November 20, 2012 and on December 7, 2012; copies of such publications have been presented to the board of this extraordinary meeting of shareholders;

IV. that the chairman informed the extraordinary general meeting of shareholders that to have a valid quorum (for items 1, 2, 3, 4 and 8 of the agenda) it is required that at least half of the share capital is present or represented. The chairman further informed the extraordinary general meeting of shareholders that no vote is required on items 6 and 7 of the agenda.

V. that no shareholder has exercised his right to submit questions to the general meeting of shareholders prior to the meeting and no additional resolutions or amendments to the proposed resolutions were proposed;

VI. that it appears from the attendance list that shareholders who hold (i) thirty-six million seven hundred sixty-eight thousand seven hundred forty-seven (36,768,747) Class A Shares out of a total of forty-nine million nine hundred sixty-five thousand four hundred thirty-five (49,965,435) Class A Shares, (ii) seven hundred forty-eight thousand two hundred fifty-three (748,253) Class B2 Shares out of a total of nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) Class B2 Shares, and (iii) seven hundred forty-eight thousand two hundred fifty-four (748,254) Class B3 Shares out of a total of nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) Class B3 Shares are present or represented at the extraordinary general meeting of shareholders or have validly voted through a voting form; and

VII. that the extraordinary general meeting of shareholders was therefore validly constituted and could validly deliberate and resolve on all items of the agenda.

After having acknowledged the foregoing declarations of the chairman of the extraordinary general meeting of shareholders and having duly considered and deliberated on the items on the agenda, the extraordinary general meeting of shareholders took the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to change the name of the Company from "European CleanTech I SE" to "Electrawinds SE" and to amend article 1 of the articles of association of the Company accordingly which shall henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name.** There hereby exists a company in the form of a European company (société européenne) under the name "Electrawinds SE" (the "Company")."

The result of the vote was as follows:

- thirty-eight million two hundred sixty-five thousand two hundred fifty-four (38,265,254) shares voting in favour;
- no shares voting against;
- no shares abstaining.

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

Second resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to change the corporate object of the Company and to amend article 3 of the articles of association of the Company accordingly which shall henceforth read as follows:

" **Art. 3. Purpose.**

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, and the administration and control of such portfolio, and the provision of management or other services to directly or indirectly controlled entities.

3.2 The Company may further grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company and lend funds or otherwise assist any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities or options to subscribe for shares in accordance with Luxembourg law.

3.4 The Company may further provide any and all financial management services including but not limited to treasury management services, currencies management services, interest rate and foreign exchange risk management to any entity in which it holds a direct or indirect controlling interest."

The result of the vote was as follows:

- thirty-eight million two hundred sixty-five thousand two hundred fifty-four (38,265,254) shares voting in favour;
- no shares voting against;
- no shares abstaining.

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

Third resolution

Further to the foregoing resolution, the extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend and to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

CONSOLIDATED ARTICLES OF ASSOCIATION (STATUTS COORDONNES) OF ELECTRAWINDS SE

«Electrawinds SE»

Société Européenne

R.C.S. Luxembourg, section B numero 155.076

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists a company in the form of a European company (société européenne) under the name "Electrawinds SE" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio as well as the administration and control of such portfolio, and the provision of management or other services to the aforementioned entities.

3.2 The Company may further grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company and lend funds or otherwise assist any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities or options to subscribe for shares in accordance with Luxembourg law.

3.4 The Company may further provide any and all financial management services including but not limited to treasury management services, currencies management services, interest rate and foreign exchange risk management to any entity in which it holds a direct or indirect controlling interest.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The Company's central administration is located at its registered office.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.5 The registered office of the Company may be transferred to another Member State of the European Community in accordance with the provisions of Council Regulation (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statute for a European Company (the "Regulation") and the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law"). Such transfer will not result in the winding-up of the Company or the creation of a new legal person.

B. Share capital - Shares - Register of shares - Owners and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at one million two hundred forty-five thousand one hundred seventy euro and forty-five cents (EUR 1,245,170.45) represented by (i) forty-nine million nine hundred sixty-five thousand four hundred thirty-five (49,965,435) redeemable class A shares (the "Class A Shares" and the holders thereof being referred to as "A Shareholders") without nominal value, (ii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B2 shares (the "Class B2 Shares") without nominal value, and (iii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) redeemable class B3 shares without nominal value (the "Class B3 Shares" and, together with the Class B2 Shares the "Class B Shares" and the holders thereof being referred to collectively as "B Shareholders"). Any reference made hereinafter to the "shares" shall be construed as a reference to the Class A Shares and/or the Class B2 Shares, and/or the Class B3 Shares, depending on the context and as applicable. The same construction applies to any reference made hereinafter to the "shareholders" of the Company.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association and in accordance with the Law.

5.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the opening of the subscription as published in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* (the "Mémorial"). However, subject to the provisions of the Law, the general meeting of shareholders called (i) to resolve upon an increase of the Company's share capital or (ii) at the occasion of an authorisation granted to the board of directors to increase the Company's share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholders or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Authorised capital.

6.1 The Company's authorised capital, including the share capital, is set at three million three hundred sixty thousand euro (EUR 3,360,000), consisting of one hundred thirty-eight million eighty-three thousand three hundred thirty-three (138,083,333) Class A Shares, nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) Class B2 Shares and nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) Class B3 shares without nominal value.

6.2 During a period of five (5) years from the date of publication of the resolutions of the extraordinary general meeting of shareholders held on December 20, 2012 (the "Renewal Date") or, as the case may be, of the resolution renewing or modifying such authorisation in the *Memorial*, the board of directors is hereby authorised to issue Class A Shares, to grant options to subscribe for Class A Shares and to issue any other instruments convertible into Class A Shares within the limit of the authorised share capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving a preferential subscription right for the existing shareholders. The existing authorisation shall remain in force until the Renewal Date.

6.3 This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

Art. 7. Shares.

7.1 The Company may have one or several shareholders. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding a shareholder shall not cause the Company's dissolution.

7.2 The Company may, to the extent permitted by law, repurchase or redeem its own shares.

7.3 Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to be voted if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

7.4 The Company's shares are in bearer and/or registered form.

7.5 Certificates of bearer shares shall be signed by two members of the board of directors or in accordance with the Law. Such signatures shall be either manual, or printed or in facsimile. One of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such case, the signature must be manual. Bearer share certificates shall contain all information required by law.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1 The shares may be entered without serial numbers into fungible securities accounts with financial institutions or other professional depositaries. The shares held in deposit or on an account with such financial institution or professional depositary shall be recorded in an account opened in the name of the depositor and may be transferred from one account to another, whether such account is held by the same or a different financial institution or depositary. The depositor whose shares are held through such fungible securities accounts shall have the same rights and obligations as if he held the bearer shares directly.

8.2 The transfer of bearer shares which are not held through fungible securities accounts shall be made by the mere delivery of the related share certificate.

8.3 The shares are freely transferable, subject to the provisions of the Law and these articles of association. All rights and obligations attached to any share are passed to any transferee thereof.

8.4 The Company will recognise only one (1) holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one (1) owner has been designated.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders.

9.2 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors upon request in writing indicating the agenda, addressed to the board of directors by one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, a general meeting of shareholders must be convened and shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

10.3 If following a request made under article 10.2, a general meeting of shareholders is not held in due time and, in any event, within two (2) months from the receipt of such request, the competent Luxembourg courts may order that a general meeting of shareholders be convened within a given period, or authorise either the shareholders who have requested it or their representatives to convene such general meeting of shareholders.

10.4 The board of directors shall convene the annual general meeting of shareholders within a period of six (6) months after the end of the Company's financial year. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of such meeting, on 31 May at 11 am (CET) of each year. If such day is a legal holiday or falls on a weekend, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day.

10.5 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, information regarding the shareholders' right to add items to the agenda of the general meeting of the shareholders, the clear and precise description of the procedures that shareholder must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the general meeting of shareholders, the Record Date, the manner in which shareholders must register to be admitted, and the homepage and the mail and/or electronic address at which the complete text of any documents to be made available to shareholders and any draft resolutions to be adopted can be obtained. Subject to a shorter period being permitted by applicable law, such notice shall take the form of an announcement published thirty (30) days before the meeting at least in the Memorial, in a Luxembourg newspaper and in any other media which can easily and on a non-discretionary basis be accessed within the European Community. If a new convening is necessary because of the non-compliance with presence requirements in the first general meeting of shareholders and as far as the conditions for convening have been complied with regarding this first general meeting of shareholders and the agenda does not include any new item, the delay for the new convening notice reduced to seventeen (17) days before the general meeting of shareholders.

10.6 Notices shall be sent by ordinary mail thirty (30) days before the meeting to the members of the board of directors, as well as the auditor(s) of the Company, but no proof needs to be given that this formality has been complied with. In case the shares are listed on a stock exchange, the notices shall in addition be published in such other manner as may be required by laws, rules or regulations applicable to companies listed on such stock exchange from time to time.

10.7 Subject to a shorter period being permitted by applicable law, within a period starting with the publication of the convening notice of the general meeting of shareholders, any documents which must be made available to the shareholders for the relevant general meeting in accordance with applicable legal provisions will also be made available by the Company on its website.

10.8 One or several shareholders, representing at least five percent (5%) of the Company's share capital, may request the addition of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders and file draft resolutions in this respect. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter or by electronic mail at least twenty-two (22) days prior to the date of the general meeting of shareholders and shall be accompanied by a motivation or a draft resolution as well as by a proof of the shareholding of such shareholders and the address or e-mail address which the Company may use in order to deliver the acknowledgement of receipt of such request. The Company ack-

acknowledges the receipt of such requests within forty-eight (48) hours of receipt and will make available a revised agenda at the latest fifteen (15) days prior to the general meeting of shareholders, if necessary.

10.9 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Admission.

11.1 Any shareholder who holds one or more share(s) of the Company on midnight (24.00 h CET) on the date falling fourteen (14) days prior to the date of general meeting of shareholders (the "Record Date") shall be admitted to participate and vote in the relevant general meeting of shareholders.

11.2 In case of shares held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository, a holder of shares wishing to attend a general meeting of shareholders shall obtain from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares recorded in the relevant account on the Record Date. The certificate shall be submitted to the Company at its registered address no later than twenty-four hours (24h) before the general meeting. In the event that the shareholder votes through proxies, the proxy has to be filed at the same time at the registered office of the Company or with any agent of the Company, duly authorised to receive such proxies. The board of directors may determine further details and a different period for the submission of the certificate and/or the proxy and/or the voting form in the convening notice for the meeting.

Art. 12. Conduct of general meetings of shareholders.

12.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

12.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

12.3 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile or electronic mail certified by electronic signature in accordance with articles 1322-1 and 1322-2 of the Civil Code. One person may represent several or even all shareholders. Such notification must be made to the Company in writing and may be transmitted by mail or electronic mail to the postal address or email address of the Company indicated in the convening notice of the Company.

12.4 Shareholders who participate in a general meeting of shareholders by conference call, videoconference or by any other similar means of communication which allow such shareholders' identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, are deemed to be present for the computation of quorum and majority. Any participation in a general meeting of shareholders by such means of communication is subject to such means of communication being made available by the Company at the place of the meeting.

12.5 Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile or electronic mail to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least their names and addresses, the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by ticking the appropriate boxes, the number and class of shares voted. The Company will only take into account voting forms received at least twenty-four hours (24h) before the general meeting of shareholders which they relate to and accompanied by the certificate referred to in article 11.2 hereof.

12.6 The board of directors may determine further conditions concerning the identification of shareholders, their representatives and their instructions to vote or, if applicable, the security of electronic communication that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders and determine a different period for the receipt of the voting forms.

Art. 13. Quorum and Vote.

13.1 No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of association.

13.2 Each share entitles to one vote, subject to the provisions of the law and these articles of association. Unless otherwise required by law or by these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and are adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.3 With respect to any resolution voted, the Company shall establish the number of votes validly cast, the proportion of the share capital represented and the number of votes in favour of or against the resolution, as well as abstentions if and to the extent requested by any shareholder. If no such request is made in the general meeting of shareholders, the Company shall only be required to determine whether or not a proposed resolution has been adopted. Within fifteen (15) days after the date of the general meeting, the Company publishes on its homepage the result of the votes so determined.

Art. 14. Amendment of the articles of association.

14.1 Except as otherwise provided herein, any amendment of the articles of association requires a majority of at least two-thirds of the votes validly cast at a general meeting of shareholders at which more than half of the share capital is present or represented. In case the second condition is not satisfied, a second meeting may be convened in accordance with article 10.5 hereof (the convening notices being published seventeen (17) days before the meeting), which may deliberate regardless of the proportion of the share capital represented and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds of the votes validly cast. Abstention and nil votes will not be taken into account.

14.2 Where there is more than one class of shares and the respective resolution of the shareholders' meeting is such as to change the respective rights of a particular class of shares, the resolution must also fulfil the conditions as to attendance and majority in the foregoing paragraph for such class of shares.

Art. 15. Adjourning general meetings of shareholders.

15.1 Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders, including any general meeting of shareholders convened in order to resolve on an amendment of the articles of association, for a period of four (4) weeks.

15.2 The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders if so required by one or several shareholders representing at least twenty per cent (20%) of the share capital of the Company. For the avoidance of doubt, the board of directors shall not be required to adjourn a meeting again which has been adjourned pursuant to this article 15 already.

15.3 By such an adjournment of a general meeting of shareholders, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 16. Minutes of general meetings of shareholders.

16.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

16.2 Any copy and excerpt of such minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

Art. 17. Conversion of Class B Shares.

17.1 The consummation of the initial business combination of the Company has occurred on October 11, 2012 (the "Consummation"). All Class B2 Shares are automatically converted into Class A Shares at a ratio of one Class A Share per Class B2 Share on the date on which, the per Class A Share volume-weighted average price on Xetra® as reported by Bloomberg in respect of such Trading Day (as defined below) (or if such volume-weighted average price is unavailable from Bloomberg, the volume-weighted average share price of the Class A Shares on such Trading Day determined by an internationally recognized investment bank selected by the Company) (the "Daily VWAP") on any twenty (20) Trading Days in any thirty (30) consecutive Trading Days following the date of the Consummation is at least equal to eleven euro (EUR 11). "Trading Day" refers to any day (other than a Saturday or Sunday) on which the Frankfurt Stock Exchange is open for business. All Class B3 Shares are automatically converted into Class A Shares at a ratio of one Class A Share per Class B3 Share on the date on which the Daily VWAP on any twenty (20) Trading Days in any thirty (30) consecutive Trading Days following the date of the Consummation is at least equal to twelve euro (EUR 12).

17.2 Class B Shares which have not been converted on the fifth (5th) anniversary of the Consummation shall not be converted.

17.3 As from the date of their conversion, the Class B Shares shall have the same rights and obligations as the Class A Shares issued from time to time.

Art. 18. Redemption of Class B Shares.

18.1 The redemption of Class B Shares is subject to applicable laws and regulations and the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed; the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption;
- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the Class B Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and
- the redemption is published in accordance with the Law.

18.2 Subject to article 18.1, any Class B Shares which are not converted into Class A Shares in accordance with article 17 of these articles of association prior to the fifth (5th) anniversary of the date of Consummation shall be redeemed by the Company within six (6) months following such fifth (5th) anniversary of the date of Consummation at a redemption price per Class B Shares corresponding to the par value of such Class B Shares.

18.3 Redeemed Class B Shares shall bear no voting rights, and shall have no rights to receive dividends or liquidation proceeds.

D. Management

Art. 19. Composition and Powers of the board of directors.

19.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members.

19.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

19.3 All categories of transactions that require an express decision of the board of directors shall require an express decision of the board of directors of the Company.

Art. 20. Daily management.

20.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, shareholders or not, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

20.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 21. Election, Removal and Term of office of directors.

21.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

21.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is elected. Directors may be re-elected for successive terms.

21.3 The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented in a general meeting.

21.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority vote of the shares present or represented.

21.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director and may not be a director and a permanent representative of a director at the same time.

Art. 22. Vacancy in the office of a director.

22.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions and rules of procedure of the board of directors of the Company, as may be in place from time to time.

22.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 23. Convening meetings of the board of directors.

23.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of the meeting.

23.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

23.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 24. Conduct of meetings of the board of directors.

24.1 The board of directors determines its rules of conduct in a resolution and establishes such rules in writing.

24.2 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. The directors may express their consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 25. Minutes of the meeting of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors present. Copies

or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

Art. 26. Dealing with third parties.

26.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of any two (2) directors or by the joint or single signature(s) of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors.

26.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Auditor(s)

Art. 27. Auditor(s).

27.1 The operations of the Company shall be supervised by one or more approved independent auditors (réviseur(s) d'entreprise agréé(s)) in accordance with applicable legal provisions.

27.2 The independent auditor(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, fix their remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. A former or current independent auditor may be re-appointed by the general meeting of shareholders.

27.3 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 28. Financial year. The Company's financial year shall begin on 1st January of each year and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 29. Profits.

29.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital. The annual general meeting of shareholders determines upon recommendation of the board of directors how the remainder of the annual net profits will be allocated. In the event that distributions are made, (i) each share shall be entitled to receive the same amount to the extent such amount does not exceed zero point zero one euro (EUR 0.01) per share and (ii) each Class A Share shall be entitled to the same fraction of (and the Class B Shares shall be entitled to none of) any distribution in excess of zero point zero one euro (EUR 0.01).

29.2 The payment of the dividends to a depositary operating principally a settlement system in relation to transactions on securities, dividends, interest, matured capital or other matured monies of securities or of other financial instruments being handled through the system of such depositary discharges the Company. Said depositary shall distribute these funds to his depositors according to the amount of securities or other financial instruments recorded in their name.

29.3 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

29.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

29.5 Dividends which have not been claimed within five (5) years after the date on which they became due and payable revert back to the Company.

Art. 30. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

30.1 The board of directors may pay interim dividends in accordance with the provisions of the Law.

30.2 Notwithstanding the foregoing and subject to the Law, the board of directors may in particular make use of any sums contributed to the share premium or any assimilated premium to (i) redeem shares and/or (ii) convert any amount thereof into share capital in order to issue shares upon the exercise of warrants issued by the Company, at the discretion of the board of directors and without reserving a preferential subscription right to existing shareholders in accordance with article 6 of these articles of association.

30.3 The board of directors shall create a specific reserve in respect of the exercise of any class A warrants or class B warrants issued by the Company (the "Warrant Reserve") and allocate and transfer sums contributed to the share premium and/or any other distributable reserve of the Company to such Warrant Reserve. The board of directors may, at any time, fully or partially convert amounts contributed to such Warrant Reserve to pay for the subscription price of any Class A Shares to be issued further to an exercise of class A warrants or class B warrants issued by the Company. The Warrant Reserve is not distributable or convertible prior to the exercise, redemption or expiration of all outstanding class A warrants and class B warrants and may only be used to pay for the Class A Shares issued pursuant to the exercise of such class A warrants and class B warrants; thereupon, the Warrant Reserve will be a distributable reserve.

G. Liquidation

Art. 31. Liquidation.

31.1 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

31.2 Subject to the provisions of these articles of association, each share shall be entitled to the same fraction of the liquidation surplus.

H. Governing law

Art. 32. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted in accordance with the Regulation and Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Regulation and the Law.

The result of the vote was as follows:

- thirty-eight million two hundred sixty-five thousand two hundred fifty-four (38,265,254) shares voting in favour;
- no shares voting against;
- no shares abstaining.

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

Fourth resolution

The chairman of the extraordinary general meeting of shareholders presents and the extraordinary general meeting of shareholders acknowledges the supplementary special report of the management board presented in respect of the proposed increase of the authorized capital and renewal of the authorization period.

After having heard such report, the extraordinary general meeting of shareholders resolves to (i) increase the authorized capital from the current amount of two million sixteen thousand euro (EUR 2,016,000) (including the share capital), divided into eighty-four million (84,000,000) Class A Shares and/or Class B1 Shares and/or Class B2 Shares and/or Class B3 Shares to an amount of three million three hundred sixty thousand euro (EUR 3,360,000) (including the share capital), consisting of one hundred thirty-eight million eighty-three thousand three hundred thirty-three (138,083,333) Class A Shares, nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) Class B2 Shares and nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) Class B3 Shares without nominal value; and (ii) renew the existing authorization period During a period of five (5) years starting with the publication of the present resolutions in the Luxembourg Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial") (the "Renewal Date"); the board of directors is authorized to issue Class A Shares, regardless whether such Class A Shares are paid for in cash or in kind, to grant options to subscribe for Class A Shares and to issue any other instruments convertible into Class A Shares within the limit of the authorized share capital, to such persons and on such terms as they shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the Class A Shares issued; the existing authorization shall remain in force until the Renewal Date.

The result of the vote was as follows:

- thirty-seven million six hundred thirty-five thousand eight hundred eighty-four (37,635,884) shares voting in favour;
- six hundred twenty-nine thousand three hundred seventy (629,370) shares voting against;
- no shares, not voting (abstention).

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders acknowledges the resignation of Grant Thornton Lux Audit S.A. as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company and appoints Ernst & Young S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47771, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a period ending at the general meeting of shareholders approving the annual accounts for the financial year ending on December 31, 2012.

The result of the vote was as follows:

- thirty-eight million two hundred sixty-five thousand two hundred fifty-four (38,265,254) shares voting in favour;
- no shares voting against;
- no shares, not voting (abstention).

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

Sixth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders acknowledges the reduction of the warrant reserve by an amount of ninety-five thousand eight hundred ninety-eight euro and fifty-three cents (EUR 95,898.53) to two hundred ninety-nine thousand three hundred forty-nine euro and seventy-five cents (EUR 299,349.75).

Seventh resolution

The extraordinary general meeting of shareholders acknowledges the appointment of the following persons as directors of the Company pursuant to the extraordinary general meeting of September 28, 2012 with effect as of the date hereof:

- Mr. Willi Mannheims, born in Würselen, Germany, on June 23, 1960, residing at Tiergartenstr. 78, 47800 Krefeld, Germany;

- Buraco NV, a Belgian limited liability company (Naamloze Vennootschap), registered with the Crossroads Bank for Enterprises (RLE Brussel), under number 0428.949.935 and having its registered office at Jan de Trochstraat 151, 1703 Schepdaal, with Mr. Paul Vandekerckhove, born in Avelgem, Belgium, on September 7, 1949, residing at Jan De Trochstraat 151, 1703 Schepdaal, Belgium, as permanent representative;

- Winpar NV, a Belgian limited liability company (Naamloze Vennootschap), registered with the Crossroads Bank for Enterprises (RLE Brussels), under number 0899.511.088 and having its registered office at Avenue du Bourget 42, B-1130 Brussels, with Mr. Alexandre Vandekerckhove, born in Leuven, Belgium, on July 4, 1977, residing at Waversesteenweg 149, 3090 Overijse, Belgium, as permanent representative;

- Mr. Dirk Dewals, born in Bonheiden, Belgium, on April 21, 1973, residing at Tervuursesteenweg 205, 3060 Bertem, Belgium;

- Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij NV, a Belgian limited liability company (Naamloze Vennootschap), registered with the Crossroads Bank for Enterprises (RLE Brussel), under number 0253.445.063 and having its registered office at Louizalaan 32, Bus 4, 1050 Brussel, with Mr. Rudi Vander Vennet, born in Assenede, Belgium, on January 24, 1965, residing at Handbalstraat 11, 9000 Gent, Belgium, as permanent representative;

- Mercodi BVBA, a Belgian private limited liability company (Besloten Vennootschap met Bepaalde Aansprakelijkheid), registered with the Crossroads Bank for Enterprises (RLE Dendermonde), under number 0882.665.653 and having its registered office at Grote Markt 18, 9120 Beveren, with Mr. Jo Cornu, born in Kemzeke, Belgium, on November 15, 1944, residing at Grouwesteestraat 13, 9170 Sint-Gillis-Waas, Belgium, as permanent representative; and

- PDS Consulting BVBA, a Belgian private limited liability company (Besloten Vennootschap met Bepaalde Aansprakelijkheid), registered with the Crossroads Bank for Enterprises (RLE Brugge), under number 0882.258.649 and having its registered office at Baron de Serretstraat 61, 8200 Brugge, with Mr. Paul Desender, born in West-Rozebeke, Belgium, on August 31, 1957, residing at Baron de Serretstraat 61, 8200 Brugge, Belgium, as permanent representative.

Eighth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders decides to authorize the board of directors of the Company to acquire shares of the Company.

The Company may acquire up to a maximum amount of (i) four hundred seventy-eight thousand two hundred eighty-two (478,282) Class B2 shares and (ii) four hundred seventy-eight thousand two hundred eighty-three (478,283) Class B3 shares in accordance with the share pledge agreement dated October 11, 2012 between the Company as pledgee and European CleanTech Holding S.à.r.l. as pledgor (the "Pledge Agreement"). The shares may be acquired in the framework of the enforcement of the pledge under the Pledge Agreement for no other consideration. This authorization is limited to a period of five (5) years starting from the date of the publication of the resolutions of this extraordinary general meeting of shareholders in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and subject to mandatory provisions of Luxembourg law.

The result of the vote was as follows:

- thirty-eight million two hundred sixty-five thousand two hundred fifty-four (38,265,254) shares voting in favour;

no shares voting against;

no shares, not voting (abstention).

The resolution was approved by the required majority and was thus adopted by the extraordinary general meeting of shareholders.

There being no further business, the chairman closes the extraordinary general meeting of shareholder.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties, the board of the meeting signed the present deed together with the notary.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes.

Im Jahr zweitausendzwoölf, am zwanzigsten Dezember,

vor dem unterzeichnenden Notar Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,

wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der European Clean Tech I SE (die „Gesellschaft“) abgehalten, einer nach Luxemburger Recht und gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2157/2001 des Rates vom 8. Oktober 2001 über das Statut der Europäischen Gesellschaft (die „Verordnung“) gegründeten und bestehenden Europäischen Gesellschaft (SE), mit Sitz in 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 155.076, gegründet gemäß einer Urkunde vom 9. August 2010 von Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung von Notar Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg am 25. August 2010 und veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations („Memorial“) Nr. 1818, Seite 87218 am 6. September 2010. Die Satzung wurde zuletzt gemäß einer Urkunde von Notar Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 11. Oktober 2012 geändert und am 4. Dezember 2012 im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr. 2934, Seite 140820 veröffentlicht. Die Satzung wurde seitdem nicht geändert.

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre wird unter dem Vorsitz von Herrn Yves VANDEKERCKHOVE, wohnhaft in Brüssel, um 10.30 Uhr MEZ eröffnet, der Herrn Alexander OLLIGES, wohnhaft in Luxemburg, zum Schriftführer beruft.

Die außerordentliche Hauptversammlung wählt Herrn Alexandre VANDEKERCKHOVE, wohnhaft in Brüssel, zum Stimmzähler.

Nach der ebenso erfolgten Zusammensetzung des Rats der Versammlung der außerordentlichen Hauptversammlung erklärt und bittet der Vorsitzende den Notar, Folgendes festzuhalten:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Änderung des Namens der Gesellschaft in „Electrawinds SE“ und die damit verbundene Änderung des Artikels 1 der Gesellschaftssatzung;

2. Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft, der nunmehr wie folgt lautet:

3.1 Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Beteiligung in bestehenden oder zu gründenden luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art, wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldscheinen, Patenten und Lizenzen und die Verwaltung und Kontrolle dieses Portfolios, sowie die Erbringung von Verwaltungsdienstleistungen oder anderen Dienstleistungen an die vorher aufgeführten Unternehmen.

3.2 Die Gesellschaft kann weiter jede Art von Sicherheiten für die Erfüllung eigener Verbindlichkeiten, Verbindlichkeiten jeder Gesellschaft, in/von welcher sie direkt oder indirekt Beteiligungen oder Rechte jeglicher Art hält, in welche sie auf andere Weise investiert hat, oder welche Teil derselben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft ist, gewähren, diesen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.3 Im Einklang mit dem Luxemburger Recht kann die Gesellschaft in jeder Form Geld leihen bzw. aufnehmen und alle Arten von Schuldscheinen, Schuldverschreibungen, Anleihen und generell jede Form von Schuld- bzw. Wertpapieren, hybriden Wertpapieren und Optionsscheinen ausgeben.

3.4 Die Gesellschaft kann weiter jede Form von Dienstleistungen auf dem Gebiet der Finanzverwaltung einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Vermögensverwaltung, Währungsmanagement, Zinsmanagement und Management von Fremdwährungsrisiken für jede Gesellschaft erbringen, an welcher sie eine direkte oder indirekte Kontrollbeteiligung hat.

3. Änderung und gänzliche Neufassung der Gesellschaftssatzung in der seit dem 20. November 2012 auf der Webseite der Gesellschaft bereitgestellten Form;

4. Kenntnisnahme des Zusatzberichts des Vorstands, Erhöhung des genehmigten Kapitals und Erneuerung des Ermächtigungszeitraums. Während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab der Veröffentlichung der Beschlüsse dieser außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre kann der Verwaltungsrat im Rahmen des genehmigten Kapitals A Aktien, Aktienbezugsoptionen für A Aktien und jede andere Form von in Aktien umwandelbaren Wertpapieren an Personen und zu Bedingungen seiner Wahl ausgeben, insbesondere ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht zur Zeichnung dieser A Aktien einzuräumen;

5. Kenntnisnahme des Rücktritts von Grant Thornton Lux Audit S.A. als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft und Ernennung von Ernst & Young S.A. zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2012 endende Geschäftsjahr;

6. Kenntnisnahme der Herabsetzung der Optionsschein-Rücklage;

7. Kenntnisnahme der Ernennung von Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft gemäß der außerordentlichen Hauptversammlung vom 28. September 2012;

8. Ermächtigung der Gesellschaft, ihre eigenen Aktien zu erwerben.

II. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien wie auch die Stimmen, die durch ein unterzeichnetes Stimmformular abgegeben wurden, erscheinen auf einer Anwesenheitsliste, die von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und vom Rat der Versammlung unterzeichnet werden;

III. Diese außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre wurde ordnungsgemäß einberufen durch Einladungen, die die Tagesordnung der Versammlung enthielten und sowohl im Memorial Nummer 2804, Seite 134549 vom 20. November 2012 und Nummer 2967, Seite 142373 vom 7. Dezember 2012, als auch im Tageblatt Nummer 271 vom 20. November 2012 und Nummer 286 vom 7. Dezember 2012 und im deutschen Bundesanzeiger vom 20. November 2012 und vom 7. Dezember 2012 veröffentlicht. Kopien dieser Veröffentlichungen wurden dem Rat dieser außerordentlichen Versammlung der Aktionäre vorgelegt;

IV. Der Vorsitzende setzte die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre darüber in Kenntnis, dass für ein gültiges Quorum bezüglich der Punkte 1, 2, 3, 4 und 8 der Tagesordnung mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sein muss. Darüber hinaus setzte der Vorsitzende die Hauptversammlung der Aktionäre darüber in Kenntnis, dass die Punkte 6 und 7 der Tagesordnung nicht der Abstimmung bedürfen.

V. Kein Aktionär hat sein Recht, vorab der Hauptversammlung Fragen zu unterbreiten oder sein Recht, zusätzliche Beschlüsse oder Änderungen vorgeschlagener Beschlüsse zu erfragen, genutzt;

VI. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass Aktionäre, die (i) sechsdreißig Millionen siebenhundertachtundsechzigtausend-siebenhundertsiebenundvierzig (36.768.747) A Aktien aus einer Gesamtheit von neunundvierzig Millionen neunhundertfünfundsechzigtausend vierhundertfünfunddreißig (49.965.435) A Aktien, (ii) siebenhundertachtundvierzigtausendzweihundertdreiundfünfzig (748.253) aus einer Gesamtheit von neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertdreißig (958.333) B2 Aktien und (iii) siebenhundertachtundvierzigtausendzweihundertvierundfünfzig (748.254) aus einer Gesamtheit von neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) B3 Aktien halten, in der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind oder gültig mit einem Stimmformular abgestimmt haben; und

VII. Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre war somit ordnungsgemäß zusammengekommen und konnte über alle Tagesordnungspunkte beraten und beschließen.

Nach Kenntnisnahme der vorangehenden Erklärungen des Vorsitzenden der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre und Beratung und Verhandlung über die Tagesordnungspunkte, fasste die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre beschließt die Änderung des Gesellschaftsnamens von „European CleanTech I SE“ in „Electrawinds SE“ und demzufolge die Änderung von Artikel 1 der Gesellschaftssatzung, der nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine europäische Gesellschaft (société Européenne) unter der Firma „Electrawinds SE“ (die „Gesellschaft“).“

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- Achtunddreißig Millionen zweihundertfünfundsechzigtausend-zweihundertvierundfünfzig (38.265.254) Ja-Stimmen;
- keine Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Zweiter Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre beschließt die Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft und demzufolge des Artikels 3 der Gesellschaftssatzung, der nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 3. Zweck.**

3.1 Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Beteiligung in bestehenden oder zu gründenden luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art, wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldscheinen, Patenten und Lizenzen und die Verwaltung und Kontrolle dieses Portfolios, sowie die Erbringung von Verwaltungsdienstleistungen oder anderen Dienstleistungen an die vorher aufgeführten Unternehmen.

3.2 Die Gesellschaft kann weiter jede Art von Sicherheiten für die Erfüllung eigener Verbindlichkeiten, Verbindlichkeiten jeder Gesellschaft, in/von welcher sie direkt oder indirekt Beteiligungen oder Rechte jeglicher Art hält, in welche sie auf andere Weise investiert hat, oder welche Teil derselben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft ist, gewähren, diesen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.3 Im Einklang mit dem Luxemburger Recht kann die Gesellschaft in jeder Form Geld leihen bzw. aufnehmen und alle Arten von Schuldscheinen, Schuldverschreibungen, Anleihen und generell jede Form von Schuld- bzw. Wertpapieren, hybriden Wertpapieren und Optionsscheinen ausgeben.

3.4 Die Gesellschaft kann weiter jede Form von Dienstleistungen auf dem Gebiet der Finanzverwaltung einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Vermögensverwaltung, Währungsmanagement, Zinsmanagement und Management von Fremdwährungsrisiken für jede Gesellschaft erbringen, an welcher sie eine direkte oder indirekte Kontrollbeteiligung hat."

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- Achtunddreißig Millionen zweihundertfünfundsechzigtausend-zweihundertvierundfünfzig (38.265.254) Ja-Stimmen;
- keine Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Dritter Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses beschließt die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre die Änderung und gänzliche Neufassung der Gesellschaftssatzung, die nunmehr wie folgt lautet:

„KOORDINIERTER STATUTEN (STATUTS COORDONNES) DER ELECTRAWINDS SE

„Electrawinds SE"

Société Européenne

R.C.S. Luxemburg, Abschnitt B Nummer 155.076

A. Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine europäische Gesellschaft (société Européenne) unter der Firma Electrawinds SE (die „Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft ist für unbegrenzte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1 Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Beteiligung in bestehenden oder zu gründenden luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art, wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldscheinen, Patenten und Lizenzen und die Verwaltung und Kontrolle dieses Portfolios, sowie die Erbringung von Verwaltungsdienstleistungen oder anderen Dienstleistungen an die vorher aufgeführten Unternehmen.

3.2 Die Gesellschaft kann weiter jede Art von Sicherheiten für die Erfüllung eigener Verbindlichkeiten, Verbindlichkeiten jeder Gesellschaft, in/von welcher sie direkt oder indirekt Beteiligungen oder Rechte jeglicher Art hält, in welche sie auf andere Weise investiert hat, oder welche Teil derselben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft ist, gewähren, diesen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.3 Im Einklang mit dem Luxemburger Recht kann die Gesellschaft in jeder Form Geld leihen bzw. aufnehmen und alle Arten von Schuldscheinen, Schuldverschreibungen, Anleihen und generell jede Form von Schuld- bzw. Wertpapieren, hybriden Wertpapieren und Optionsscheinen ausgeben.

3.4 Die Gesellschaft kann weiter jede Form von Dienstleistungen auf dem Gebiet der Finanzverwaltung einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Vermögensverwaltung, Währungsmanagement, Zinsmanagement und Management von Fremdwährungsrisiken für jede Gesellschaft erbringen, an welcher sie eine direkte oder indirekte Kontrollbeteiligung hat.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Die Hauptverwaltung der Gesellschaft befindet sich an ihrem eingetragenen Gesellschaftssitz.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden.

4.3 Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.4 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrats errichtet werden.

4.5 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 2157/2001 des Rates vom 8. Oktober 2001 über das Statut der Europäischen Gesellschaft (die „Verordnung“) und dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das „Gesetz“) in einen anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft verlegt werden. Diese Verlegung hat nicht die Auflösung der Gesellschaft oder die Begründung einer neuen juristischen Person zur Folge.

B. Gesellschaftskapital - Aktien - Aktienregister - Inhaber und Übertragung von Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfundvierzigtausend einhundsiebzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 1.245.170,45) aufgeteilt in (i) neunundvierzig Millionen neuhundertfünfundsechzigtausend vierhundertfünfunddreißig (49.965.435) rückkaufbare A Aktien (die „A Aktien“, deren Inhaber als „A Aktionäre“ bezeichnet werden) ohne Nominalwert, (ii) neuhundertachtundfünzigtausend dreihundertdreißig (958.333) rückkaufbare B2 Aktien (die „B2 Aktien“) ohne Nominalwert und (iii) neuhundertachtundfünzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) rückkaufbare B3 Aktien ohne Nominalwert (die „B3 Aktien“, wobei diese mit den B2 Aktien gemeinschaftlich als „B Aktien“ und deren Inhaber gemeinschaftlich als „B Aktionäre“ bezeichnet werden). Jede Bezugnahme in dieser Satzung auf „Aktien“ ist je nach Kontext und soweit anwendbar als Bezug auf A Aktien und/oder B2 Aktien und/oder B3 Aktien auszulegen. Entsprechendes gilt für Bezugnahmen auf die „Aktionäre“ der Gesellschaft in dieser Satzung.

5.2 Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in der Weise gefasst wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist und im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen gezahlt werden, werden den bestehenden Aktionären bevorzugt im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital der Gesellschaft gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum, in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage ab Beginn der Zeichnung, welcher im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations („Memorial“) veröffentlicht ist, betragen. Unter Beachtung der Vorschriften des Gesetzes kann jedoch die Hauptversammlung der Aktionäre, welche einberufen wurde, um zu beschließen (i) über eine Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft oder (ii) über die dem Verwaltungsrat zu erteilende Ermächtigung, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu erhöhen, dieses Vorzugsrecht der bestehenden Aktionäre begrenzen oder aufheben oder den Verwaltungsrat ermächtigen, dies zu tun. Ein solcher Beschluss muss in der Weise gefasst werden, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Genehmigtes Kapital.

6.1 Das genehmigte Kapital der Gesellschaft beträgt einschließlich des Gesellschaftskapitals drei Millionen dreihundertsechzigtausend Euro (EUR 3.360.000), aufgeteilt in einhundertachtunddreißig Millionen dreiundachtzigtausend dreihundertdreißig (138.083.333) A Aktien, neuhundertachtundfünzigtausend dreihundertdreißig (958.333) B2 Aktien und neuhundertachtundfünzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) B3 Aktien ohne Nominalwert.

6.2 Der Verwaltungsrat wird hiermit ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab der Veröffentlichung der Beschlüsse der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre vom 20. Dezember 2012 (das „Erneuerungsdatum“), oder gegebenenfalls ab der Veröffentlichung der Beschlüsse über die Erneuerung oder die Änderung einer solchen Ermächtigung im Mémorial, im Rahmen des genehmigten Kapitals A Aktien, Aktienbezugsoptionen für A Aktien und jede andere Form von in A Aktien umwandelbaren Wertpapieren an Personen und zu Bedingungen seiner Wahl auszugeben, insbesondere ohne den bestehenden Aktionären diesbezüglich ein Vorzugsrecht einzuräumen. Die bestehende Ermächtigung bleibt bis zum Erneuerungsdatum in Kraft.

6.3 Diese Ermächtigung kann einmal oder mehrmals durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erneuert werden, welcher in der Weise gefasst werden muss, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, jeweils für einen Zeitraum, der nicht mehr als fünf (5) Jahre betragen darf.

Art. 7. Aktien.

7.1 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Auflösung oder Zahlungsunfähigkeit eines Aktionärs aufgelöst.

7.2 Die Gesellschaft kann unter Berücksichtigung der gesetzlichen Vorschriften ihre eigenen Aktien einziehen oder zurückkaufen.

7.3 Bruchteilsaktien gewähren anteilig dieselben Rechte wie ganze Aktien, wobei Bruchteilsaktien nur insoweit ein Stimmrecht haben, wie die Anzahl der Bruchteilsaktien in eine oder mehrere ganze Aktien zusammengefasst werden können. Falls Bruchteile bestehen, welche nicht zu einer ganzen Aktie zusammengefasst werden können, gewähren diese Bruchteilsaktien kein Stimmrecht.

7.4 Die Aktien der Gesellschaft sind Inhaber- oder Namensaktien.

7.5 Inhabertifikate werden durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrats oder im Einklang mit dem Gesetz unterzeichnet. Die Unterschriften können entweder handschriftlich, gedruckt oder als Fax geleistet werden. Eine der Unterschriften kann durch eine zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden. In einem solchen Fall muss die Unterschrift handschriftlich sein. Inhabertifikate enthalten alle gesetzlich vorgeschriebenen Informationen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Aktien.

8.1 Die Aktien können ohne Seriennummern in Depots für fungible Wertpapiere bei Finanzinstituten oder anderen gewerbsmäßigen Depotstellen verzeichnet werden. Die bei solchen Finanzinstituten oder gewerbsmäßigen Depotstellen verwahrten oder auf einem Konto verzeichneten Aktien werden auf einem Konto geführt, welches auf den Namen des Einlegers eröffnet wurde und können unabhängig davon, ob das Konto bei demselben Finanzinstitut oder derselben Depotstelle geführt wird, von einem Konto auf ein anderes übertragen werden. Der Einleger, dessen Aktien über solche Depots für fungible Wertpapiere gehalten werden, hat dieselben Rechte und Verpflichtungen, die er hätte, wenn er die Inhabert Aktien unmittelbar halten würde.

8.2 Die Übertragung von Inhabert Aktien, die nicht über ein Depot für fungible Wertpapiere gehalten werden, erfolgt durch die bloße Übergabe des entsprechenden Aktienzertifikats.

8.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung frei übertragbar. Alle Rechte und Pflichten zu einer Aktie gehen bei Übertragungen an den neuen Inhaber über.

8.4 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen (1) Inhaber pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen diese eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer der Aktie behandelt wird. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einer von mehreren Personen gehaltenen Aktie verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine (1) Person als Inhaber bezeichnet worden ist.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Aktionäre üben ihre kollektiven Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus.

9.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz und durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Art. 10. Ladung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und zum darin angegebenen Datum abgehalten wird.

10.2 Auf eine schriftliche, die Tagesordnung enthaltende Aufforderung an den Verwaltungsrat durch einen oder mehrere Aktionäre, die zusammen mindestens 10 Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals halten, muss dieser die Hauptversammlung der Aktionäre einberufen. In diesem Fall muss eine Hauptversammlung innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens einberufen und abgehalten werden.

10.3 Wenn im Anschluss an eine Aufforderung nach Artikel 10.2 eine Hauptversammlung der Aktionäre nicht rechtzeitig bzw. nicht nach zwei (2) Monaten ab Zugang des Ersuchens abgehalten wurde, kann das zuständige Luxemburger Gericht anordnen, eine Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb einer bestimmten Frist einzuberufen oder den antragstellenden Aktionären oder deren Vertretern das Recht einräumen, diese Hauptversammlung der Aktionäre einzuberufen.

10.4 Der Verwaltungsrat beruft die Jahreshauptversammlung innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft ein. Andere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in den Einberufungsschreiben bestimmten Ort und zu der darin bestimmten Zeit einberufen werden. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre findet jedes Jahr in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort, der gegebenenfalls in der Ladung zur Hauptversammlung angegeben ist, am 31. Mai jedes Jahres um 11 Uhr (MEZ) statt. Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag oder auf ein Wochenende, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten.

10.5 Die Ladung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten, Information über das Recht der Aktionäre, Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen, die genaue Beschreibung der Verfahren, welche die Aktionäre einhalten müssen, um zugelassen zu werden und abstimmen zu können, den Stichtag, die Art und Weise, auf welche die Aktionäre registriert sein müssen, um zugelassen zu werden und die Webseite und die Post- und/oder die Email-Adresse, unter welcher die vollständige Version aller den Aktionären zur Verfügung zu stellenden Dokumente und die Beschlussentwürfe erlangt werden können. Außer im Falle einer nach anwendbarem Recht kürzeren Ladungsfrist erfolgt diese Ladung in Form einer Einladung, die jeweils spätestens dreißig (30) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum im Mémorial und einer luxemburgischen Tageszeitung sowie in einem Medium, welches innerhalb der Europäischen Gemeinschaft einfach und frei verfügbar ist, veröffentlicht wird. Ist aufgrund der Nichteinhaltung des Anwesenheitsquorums in der ersten Hauptversammlung der Aktionäre eine neue Einberufung erforderlich und wurden die Einberufungsvoraussetzungen bezüglich dieser ersten Hauptversammlung der Aktionäre eingehalten und enthält die Tagesordnung keinen neuen Punkt, so wird die Frist für die neue Ladung auf sieben (7) Tage vor der Hauptversammlung der Aktionäre verkürzt.

10.6 Ladungen per Post sind dreißig (30) Tage vor der Hauptversammlung an die Verwaltungsratsmitglieder sowie an den/die Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu übersenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formalität erbracht werden muss. Falls die Aktien an einer Börse gehandelt werden, sind die Einladungen zusätzlich gemäß den geltenden Gesetzen, Verordnungen und Regelungen, die für die an dieser Börse von Zeit zu Zeit zugelassenen Gesellschaften gelten, zu veröffentlichen.

10.7 Außer im Falle einer nach anwendbarem Recht kürzeren Ladungsfrist werden die Dokumente, welche den Aktionären im Hinblick auf eine Hauptversammlung gemäß den einschlägigen gesetzlichen Vorschriften zur Verfügung zu stellen sind, für einen Zeitraum ab der Veröffentlichung der Ladung zur Hauptversammlung der Aktionäre von der Gesellschaft ebenfalls auf ihrer Webseite bereitgestellt.

10.8 Einer oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens fünf Prozent (5 %) des Gesellschaftskapitals halten, können die Aufnahme eines oder mehrerer Punkte auf die Tagesordnung einer Hauptversammlung der Aktionäre verlangen und entsprechende Beschlusssentwürfe einreichen. Diese Anfrage muss mindestens zweiundzwanzig (22) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum per Einschreiben oder per Email an den Sitz der Gesellschaft gesendet werden, wobei diese Aktionäre jeweils eine Begründung oder einen Beschlusssentwurf, eine Bescheinigung über ihren Aktienbesitz und ihre Adresse oder Email-Adresse, an welche die Gesellschaft eine Empfangsbescheinigung solcher Anfragen senden kann, beizufügen haben. Die Gesellschaft bestätigt den Erhalt solcher Anfragen innerhalb von achtundvierzig (48) Stunden nach Erhalt und wird gegebenenfalls spätestens fünfzehn (15) Tage vor der Hauptversammlung der Aktionäre eine überarbeitete Tagesordnung zur Verfügung stellen.

10.9 Sind in einer Hauptversammlung der Aktionäre alle Aktionäre anwesend oder vertreten und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung in Kenntnis gesetzt wurden, so kann die Hauptversammlung der Aktionäre ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Zulassung.

11.1 Ein Aktionär, der um Mitternacht (24 Uhr MEZ) an dem Datum, welches vierzehn (14) Tage vor dem Datum der Hauptversammlung der Aktionäre liegt (der „Stichtag“), eine oder mehrere Aktien hält, wird zu der betreffenden Hauptversammlung zugelassen, um teilnehmen und abstimmen zu können.

11.2 Falls die Aktien über einen Betreiber eines Wertpapierabwicklungssystems oder bei einer gewerbsmäßigen Verwahrungsstelle oder einer von dieser Verwahrungsstelle bestimmten Unterverwahrungsstelle gehalten werden, erhält ein Inhaber von Aktien, welcher an einer Hauptversammlung teilnehmen möchte, von diesem Betreiber oder der Verwahrungsstelle oder Unterverwahrungsstelle eine Bescheinigung, welche die Anzahl der auf dem betreffenden Konto verzeichneten Aktien am Stichtag bestätigt. Die Bescheinigung ist spätestens vierundzwanzig Stunden (24h) vor der Hauptversammlung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft vorzulegen. Für den Fall, dass ein Aktionär durch einen Bevollmächtigten abstimmt, muss die Vollmacht zur selben Zeit am Sitz der Gesellschaft oder bei jedem von der Gesellschaft rechtmäßig zur Entgegennahme dieser Vollmacht Bevollmächtigten hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann weitere Einzelheiten und eine abweichende Frist für die Vorlage der Bescheinigung und/oder der Vollmacht und/oder des Stimmformulars in der Ladung zur Hauptversammlung festlegen.

Art. 12. Durchführung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

12.1 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre soll ein Rat der Versammlung gebildet werden, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, welche weder Aktionäre noch Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln bezüglich Ladung, Mehrheitserfordernissen, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

12.2 In jeder Hauptversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

12.3 Ein Aktionär kann an jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht Aktionär, durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Telefax oder E-Mail oder durch eine mit einer elektronischen Signatur im Sinne der Artikel 1322-1 und 1322-2 des Zivilgesetzbuches (Code Civil) versehene Email übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten. Eine solche Bescheinigung muss der Gesellschaft schriftlich vorgelegt und per Post oder Email an die von der Gesellschaft auf der Ladung angegebene Post- oder Email-Adresse übermittelt werden.

12.4 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und effektiv an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und der Mehrheit. Die Teilnahme an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch die genannten Kommunikationsmittel ist nur möglich, sofern diese Kommunikationsmittel von der Gesellschaft am Ort der Hauptversammlung zugänglich gemacht werden.

12.5 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch ein unterzeichnetes Stimmformular abgeben, welches per Post, Fax oder Email an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre dürfen nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und mindestens ihre Namen und Adressen, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die

es dem Aktionär ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen unter Angabe der Anzahl und Klasse der Aktien, auf die das Stimmrecht ausgeübt wird, ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie mindestens vierundzwanzig Stunden (24h) vor der Hauptversammlung der Aktionäre, auf die sie sich beziehen, erhalten hat und welchen die in Artikel 11.2 angeführte Bescheinigung beigefügt ist.

12.6 Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen bestimmen, welche die Feststellung der Identität der Aktionäre, ihrer Vertreter und deren Anweisungen zur Wahl oder gegebenenfalls die Sicherheit der elektronischen Kommunikationsmittel betreffen und welche von den Aktionären erfüllt werden müssen, damit sie an Hauptversammlungen der Aktionäre teilnehmen können und kann eine abweichende Frist zum Erhalt der Stimmformulare festlegen.

Art. 13. Quorum und Stimmrecht.

13.1 Für eine ordnungsgemäße Durchführung und wirksame Beschlussfassung in der Hauptversammlung der Aktionäre ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich, sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt.

13.2 Jede Aktie gewährt eine Stimme, vorbehaltlich gesetzlicher Bestimmungen und den Bestimmungen dieser Satzung. Sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, ist für Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre kein Anwesenheitsquorum erforderlich und sie werden mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden hierbei nicht berücksichtigt.

13.3 Die Gesellschaft stellt für jeden Beschluss die Anzahl der gültig abgegebenen Stimmen, den Anteil des vertretenen Gesellschaftskapitals und die Anzahl der Stimmen für oder gegen einen Beschluss sowie Enthaltungen fest, falls und soweit dies von einem Aktionär verlangt wird. Wenn kein solches Ersuchen vorliegt, hat die Gesellschaft nur festzustellen, ob der betreffende Beschluss angenommen wurde oder nicht. Innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach dem Datum der Hauptversammlung veröffentlicht die Gesellschaft das Ergebnis der festgestellten Abstimmung auf ihrer Webseite.

Art. 14. Änderung der Satzung.

14.1 Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss einer Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der abgegebenen gültigen Stimmen, in welcher Hauptversammlung mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sein muss. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikels 10.5 dieser Satzung (wobei jedoch die Ladung siebzehn (17) Tage vor der Hauptversammlung zu veröffentlichen ist) eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig vom vertretenen Anteil des Gesellschaftskapitals beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mindestens mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden hierbei nicht berücksichtigt.

14.2 Sofern es mehr als eine Aktienklasse gibt und durch den Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter die besonderen Rechte einer bestimmten Aktienklasse abgeändert werden, muss der Beschluss auch die im vorangehenden Paragraphen bestimmten Bedingungen bezüglich Anwesenheit und Mehrheit für die jeweils betroffene Aktienklasse erfüllen.

Art. 15. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

15.1 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes kann der Verwaltungsrat jede Hauptversammlung der Aktionäre, einschließlich einer satzungsändernden Hauptversammlung der Aktionäre, um vier (4) Wochen vertagen.

15.2 Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20 %) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Zur Vermeidung von Missverständnissen wird darauf hingewiesen, dass der Verwaltungsrat nicht dazu verpflichtet ist, eine Hauptversammlung, welche bereits nach Maßgabe dieses Artikels 15 vertagt wurde, erneut zu vertagen.

15.3 Durch eine solche Vertagung der Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 16. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

16.1 Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Aktionär, der dies verlangt, unterzeichnet wird.

16.2 Jede Kopie und jeder Auszug solcher Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen durch den Verwaltungsratsvorsitzenden oder durch zwei beliebige Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet werden.

Art. 17. Umwandlung von B Aktien.

17.1 Der Vollzug des erstmaligen Unternehmenszusammenschlusses der Gesellschaft erfolgte am 11. Oktober 2012 (der „Vollzug“). Alle B2 Aktien werden automatisch im Verhältnis einer A Aktie für jede B2 Aktie in A Aktien umgewandelt, und zwar an dem Datum, an dem der volumengewichtete Durchschnittskurs per A Aktie auf Xetra®, wie von Bloomberg für diesen Handelstag (wie unten definiert) ausgewiesen (oder, sofern dieser von Bloomberg für diesen Handelstag ausgewiesene volumengewichtete Durchschnittskurs nicht verfügbar ist, der volumengewichtete Durchschnittskurs der A Aktien an einem solchen Handelstag, der von einer seitens der Gesellschaft ausgewählten international anerkannten Investmentbank bestimmt wird) (der „Tägliche VWAP“) an beliebigen zwanzig (20) aus beliebigen dreißig (30) aufeinander-

derfolgenden Handelstagen nach dem Datum des Vollzugs eines Unternehmenszusammenschlusses mindestens elf Euro (EUR 11) entspricht. „Handelstag“ ist jeder Tag (außer ein Samstag oder ein Sonntag), an dem die Frankfurter Börse für den Handel geöffnet ist. Alle B3 Aktien werden automatisch im Verhältnis einer A Aktie für jede B3 Aktie in A Aktien umgewandelt, wenn der Tägliche VWAP an beliebigen zwanzig (20) aus beliebigen dreißig (30) aufeinanderfolgenden Handelstagen nach dem Datum des Vollzugs eines Unternehmenszusammenschlusses mindestens zwölf Euro (EUR 12) beträgt.

17.2 B Aktien, die am fünften (5.) Jahrestag des Vollzugs noch nicht umgewandelt wurden, werden nicht mehr umgewandelt.

17.3 Die B Aktien haben ab dem Datum ihrer Umwandlung dieselben Rechte und Pflichten, wie die von Zeit zu Zeit ausgegebenen A Aktien.

Art. 18. Rückkauf von B Aktien.

18.1 Der Rückkauf von B Aktien unterliegt den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften und den folgenden Bedingungen:

- nur vollständig eingezahlte Aktien können zurückgekauft werden; der Rückkauf kann nur unter Verwendung von ausschüttbaren Rücklagen gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes oder dem Erlös einer neuen Ausgabe von Aktien zum Zwecke dieses Rückkaufs erfolgen;

- ein dem Nominalwert, oder falls ein solcher nicht existiert, dem Paritätswert entsprechender Betrag aller zurückgekauften B Aktien muss in eine Rücklage gebucht werden, die nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden darf, außer im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals; diese Rücklage darf nur zur Erhöhung des Gesellschaftskapitals durch die Umwandlung der Rücklage in Kapital benutzt werden (die Bildung einer solchen Rücklage ist nicht erforderlich, sofern der Rückkauf durch den Erlös einer Ausgabe von Aktien zum Zwecke des Rückkaufs erfolgt); und

- der Rückkauf muss im Einklang mit dem Gesetz veröffentlicht werden.

18.2 Vorbehaltlich des Artikels 18.1 werden diejenigen B Aktien, welche nicht gemäß Artikel 17 dieser Satzung vor dem fünften Jahrestag des Datums des Vollzugs umgewandelt werden, von der Gesellschaft innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Datum dieses fünften (5.) Jahrestages zu einem Preis pro B Aktie, der dem Nominalwert dieser B Aktien entspricht, zurückgekauft.

18.3 Zurückgekaufte B Aktien verleihen keine Stimmrechte und keine Rechte auf die Ausschüttung von Dividenden oder Liquidationserlösen.

D. Geschäftsführung

Art. 19. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrats.

19.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt.

19.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

19.3 Bei denjenigen Arten von Geschäften, bei welchen eine ausdrückliche Entscheidung des Verwaltungsrats erforderlich ist, muss auch eine ausdrückliche Entscheidung des Verwaltungsrates der Gesellschaft getroffen werden.

Art. 20. Tägliche Geschäftsführung.

20.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Gesellschaftsvertretern oder anderen Bevollmächtigten, Aktionäre oder nicht Aktionäre, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss festgesetzt.

20.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden spezielle Vollmachten erteilen.

Art. 21. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

21.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, welche ihre Bezüge und ihre Amtszeit festlegt.

21.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein/ihr Nachfolger gewählt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann in aufeinander folgenden Zeiträumen wiedergewählt werden.

21.3 Verwaltungsratsmitglieder werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien in einer Hauptversammlung gewählt.

21.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Angabe von Gründen durch die Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien abberufen werden.

21.5 Wenn eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied gewählt wird, muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, welche ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt.

Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds sein und kann nicht gleichzeitig als Verwaltungsratsmitglied und als ständiger Vertreter eines Verwaltungsratsmitglieds gewählt sein.

Art. 22. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

22.1 Scheidet infolge des Todes, der Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, eines Rücktritts oder aus einem anderem Grund ein Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend und für eine Amtszeit, welche die Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigt, bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre besetzt werden, die dann in Übereinstimmung mit anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und mit den Verfahrensregeln des Verwaltungsrats über die endgültige Neubesetzung bestimmt.

22.2 Kommt es zu einer Vakanz im Amt eines alleinigen Verwaltungsratsmitglieds, so muss diese ohne unbillige Verzögerung von der Hauptversammlung der Aktionäre beendet werden.

Art. 23. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

23.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Verwaltungsratssitzungen werden am Gesellschaftssitz abgehalten, sofern nicht anders in der Ladung zur Sitzung angegeben.

23.2 Die Verwaltungsratsmitglieder erhalten mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Termin per Post, Fax, Email oder durch ein anderes Kommunikationsmittel eine schriftliche Einladung, außer in Dringlichkeitsfällen, deren Natur und Begründung in der Einladung erwähnt werden müssen. Eine Einladung ist nicht notwendig im Falle der schriftlichen Zustimmung jedes Verwaltungsratsmitglieds per Post, Fax, Email oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses Einverständnisses hinreichender Beweis der Zustimmung ist. Eine vorherige Einladung ist nicht erforderlich bei Verwaltungsratssitzungen, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden, die in einem vorangehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt und über welche alle Verwaltungsratsmitglieder in Kenntnis gesetzt wurden.

23.3 Eine Einladung ist ferner nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und auf alle Einberufungserfordernisse verzichten, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern angenommen und unterzeichnet werden.

Art. 24. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

24.1 Der Verwaltungsrat legt seine Verfahrensregeln in einem Beschluss fest und erstellt diese in schriftlicher Form.

24.2 Der Verwaltungsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen, indem er seine Zustimmung schriftlich, per Fax, Email oder durch jedes andere Kommunikationsmittel ausdrückt. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung einzeln abgeben, wobei die Gesamtheit dieser Zustimmungen als Nachweis für die Annahme eines Beschlusses gilt. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

Art. 25. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen. Das Protokoll jeder Verwaltungsratssitzung wird vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder, in dessen Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore, oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Kopien und Auszüge der Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 26. Geschäfte mit Dritten.

26.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift zweier (2) beliebiger Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeder Person(en), der/denen eine solche Vollmacht durch den Verwaltungsrat erteilt wurde, verpflichtet.

26.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jedweder Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Befugnis übertragen wurde und die allein oder gemeinschaftlich im Rahmen dieser Übertragung handeln.

E. Wirtschaftsprüfer

Art. 27. Wirtschaftsprüfer.

27.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere zugelassene unabhängige Wirtschaftsprüfer (reviseur(s) d'entreprises agree(s)) im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften geprüft.

27.2 Der/Die unabhängige/n Wirtschaftsprüfer werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, die deren Bezüge und Amtszeit festlegt, welche nicht mehr als sechs (6) Jahre betragen darf. Ein ehemaliger oder derzeitiger unabhängiger Wirtschaftsprüfer kann von der Hauptversammlung der Aktionäre wieder ernannt werden.

27.3 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer kann nur durch die Hauptversammlung der Aktionäre mit Begründung oder mit seiner Zustimmung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 28. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 29. Gewinne.

29.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5 %) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals beträgt. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre bestimmt auf Empfehlung des Verwaltungsrats, wie der Überschuss des jährlichen Nettogewinns verwendet werden soll. Im Falle einer Ausschüttung (i) berechtigt jede Aktie zu demselben Anteil, sofern dieser Anteil nicht null Komma null eins Euro (EUR 0,01) pro Aktie übersteigt und (ii) berechtigt jede A Aktie zu demselben Anteil (wobei die B Aktien keine diesbezüglichen Rechte haben) der über diese null Komma null eins Euro (EUR 0,01) hinausgehenden Ausschüttung.

29.2 Die Zahlung von Dividenden an eine Depotstelle, welche hauptsächlich ein Wertpapierabwicklungssystem für die Abwicklung von Wertpapieren, Dividenden, Zinsen, fälligem Kapital oder anderer fälliger Gelder aus Wertpapieren oder anderen Finanzinstrumenten betreibt, die durch das System einer solchen Depotstelle abgewickelt werden, hat für die Gesellschaft befreiende Wirkung. Diese Depotstelle schüttet diese Gelder an ihre Einleger gemäß der Anzahl der Wertpapiere oder anderer Finanzinstrumente, die auf ihren Namen geführt werden, aus.

29.3 Die durch einen Aktionär erbrachten Einlagen können mit der Zustimmung des erbringenden Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

29.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

29.5 Dividenden, welche nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach dem Datum, an welchem sie fällig und zahlbar waren, eingefordert wurden, fallen an die Gesellschaft zurück.

Art. 30. Abschlagsdividenden - Agio und Andere Kapitalrücklagen.

30.1 Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit dem Gesetz Abschlagsdividenden zahlen.

30.2 Unbeschadet des Vorangehenden und unter Beachtung des Gesetzes kann der Verwaltungsrat Gebrauch von Beträgen des eingezahlten Agios oder anderer Kapitalrücklagen machen, um (i) Aktien zurückzukaufen und/oder (ii) jeglichen Betrag davon in Gesellschaftskapital umzuwandeln, um Aktien folgend auf die Ausübung von durch die Gesellschaft ausgegebenen Optionsscheinen auszugeben, nach dem Ermessen des Verwaltungsrats und ohne den bestehenden Aktionären im Einklang mit Artikel 6 dieser Satzung ein Vorzugsrecht zu gewähren.

30.3 Der Verwaltungsrat bildet im Hinblick auf die Ausübung der von der Gesellschaft ausgegebenen A Optionsscheine oder B Optionsscheine eine spezielle Rücklage (die „Optionsschein-Rücklage“), in die ins Agio eingezahlte Beträge und/oder andere ausschüttbare Rücklagen der Gesellschaft zugewiesen bzw. übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann jederzeit in die Optionsschein-Rücklage einbezahlte Beträge teilweise oder vollständig umwandeln, um den Ausgabepreis von A Aktien, welche in Folge der Ausübung eines A Optionsscheins oder B Optionsscheins von der Gesellschaft ausgegeben werden, zu erbringen. Die Optionsschein-Rücklage ist nicht ausschüttbar oder umwandelbar, bevor nicht alle ausstehenden A Optionsscheine oder B Optionsscheine ausgeübt, zurückgekauft oder abgelaufen sind und sie kann allein dafür verwendet werden, für A Aktien infolge einer Ausübung der A Optionsscheine und der B Optionsscheine zu bezahlen; danach wird die Optionsschein-Rücklage eine ausschüttbare Rücklage.

G. Liquidation

Art. 31. Liquidation.

31.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Person/en als Liquidator/en durchgeführt, die von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wird/werden, welche die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezüge des Liquidators/der Liquidatoren bestimmt.

31.2 Vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Satzung ist jede Aktie zu demselben Bruchteil des Liquidationsüberschusses berechtigt.

H. Anwendbares Recht

Art. 32. Anwendbares Recht. Die vorliegende Satzung ist im Einklang mit der Verordnung und dem luxemburgischen Recht auszulegen und zu interpretieren. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Bestimmungen der Verordnung und des Gesetzes."

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- Achtunddreißig Millionen zweihundertfünfundsechzigtausend-zweihundertvierundfünfzig (38.265.254) Ja-Stimmen;
- keine Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Vierter Beschluss

Der Vorsitzende der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre stellt dieser den Zusatzbericht des Vorstandes im Hinblick auf die geplante Erhöhung des genehmigten Kapitals und der Erneuerung des Genehmigungszeitraums vor, der von der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zur Kenntnis genommen wird.

Nach der Vorstellung dieses Berichts beschließt die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (i) das genehmigte Kapital von seinem gegenwärtigen Betrag von zwei Millionen sechzehntausend Euro (EUR 2.016.000) (einschließlich des Gesellschaftskapitals), bestehend aus vierundachtzig Millionen (84.000.000) A Aktien und/oder B1 Aktien und/oder B2 Aktien und/oder B3 Aktien, auf einen Betrag von drei Millionen dreihundertsechzigtausend Euro (EUR 3.360.000) (einschließlich des Gesellschaftskapitals), bestehend aus einhundertachtunddreißig Millionen dreiundachtzigtausend dreihundertdreiunddreißig (138.083.333) A Aktien, neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertdreiunddreißig (958.333) B2 Aktien und neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) B3 Aktien ohne Nominalwert zu erhöhen; und (ii) den bestehenden Genehmigungszeitraum zu erneuern.

Der Verwaltungsrat wird hiermit ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab der Veröffentlichung der vorliegenden Beschlüsse im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Memorial“) (das „Erneuerungsdatum“), im Rahmen des genehmigten Kapitals A Aktien, unabhängig davon, ob diese durch Bar- oder Sacheinlagen eingezahlt wurden, Aktienbezugsoptionen für A Aktien und jede andere Form von in A Aktien umwandelbare Wertpapieren an Personen und zu Bedingungen seiner Wahl auszugeben, und insbesondere ohne dabei den bestehenden Aktionären diesbezüglich ein Vorzugsrecht einzuräumen. Die bestehende Ermächtigung bleibt bis zum Erneuerungsdatum in Kraft.

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- siebenunddreißig Millionen sechshundertfünfunddreißig-tausendachthundertvierundachtzig (37.635.884) Ja-Stimmen;
- sechshundertneunundzwanzigtausenddreihundertsiebzig (629.370) Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Fünfter Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre nimmt den Rücktritt von Grant Thornton Lux Audit S.A. als Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft zur Kenntnis und ernennt Ernst & Young S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 47771, mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, zum Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft, für einen Zeitraum, der am Tag der Hauptversammlung der Aktionäre endet, die den Jahresabschluss des am 31. Dezember 2012 endenden Geschäftsjahres genehmigt.

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- achtunddreißig Millionen zweihundertfünfundsechzigtausend-zweihundertvierundfünfzig (38.265.254) Ja-Stimmen;
- keine Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Sechster Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre nimmt die Herabsetzung der Optionsschein-Rücklage um einen Betrag von fünfundneunzigtausend achthundertachtundneunzig Euro und dreiundfünfzig Cent (EUR 95.898,53) auf einen Betrag von zweihundertneunundneunzigtausend dreihundertneunundvierzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 299.349,75) zur Kenntnis.

Siebter Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre nimmt die Ernennung der folgenden Personen zu Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft gemäß der außerordentlichen Hauptversammlung vom 28. September 2012 mit Wirkung ab dem Datum dieser Urkunde zur Kenntnis:

- Herr Willi Mannheims, geboren in Würselen, Deutschland, am 23. Juni 1960, wohnhaft in Tiergartenstr. 78, 47800 Krefeld, Deutschland;

- Buraco NV, eine belgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Naamloze Vennootschap), eingetragen bei dem Banque-Carrefour des Entreprises (RLE Brüssel), unter der Nummer 0428.949.935 mit Sitz in Jan de Trochstraat 151, 1703 Schepdaal, mit Herrn Paul Vandekerckhove, geboren in Avelgem, Belgien, am 7. September 1949, wohnhaft in Jan De Trochstraat 151, 1703 Schepdaal, Belgien, als ständigem Vertreter;

- Winpar NV, eine belgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Naamloze Vennootschap), eingetragen bei dem Banque-Carrefour des Entreprises (RLE Brüssel), unter der Nummer 0899.511.088 mit Sitz in Avenue du Bourget 42, B-1130 Brüssel, mit Herrn Alexandre Vandekerckhove, geboren in Löwen, Belgien, am 4. Juli 1977, wohnhaft in Waversesteenweg 149, 3090 Overijse, Belgien, als ständigem Vertreter;

- Herr Dirk Dewals, geboren in Bonheiden, Belgien, am 21. April 1973, wohnhaft in Tervuursesteenweg 205, 3060 Bertem, Belgien;

- Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij NV, eine belgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Naamloze Vennootschap), eingetragen bei dem Banque-Carrefour des Entreprises (RLE Brussel), unter der Nummer 0253.445.063 mit Sitz in Louizalaan 32, Bus 4, 1050 Brüssel, mit Herrn Rudi Vander Vennet, geboren in Assenede, Belgien, am 24. Januar 1965, wohnhaft in Handbalstraat 11, 9000 Gent, Belgien, als ständigem Vertreter;

- Mercodi BVBA, eine belgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid), eingetragen bei dem Banque-Carrefour des Entreprises (RLE Dendermonde), unter der Nummer 0882.665.653 mit Sitz in Grote Markt 18, 9120 Beveren, mit Herrn Jo Cornu, geboren in Kemzeke, Belgien, am 15. November 1944, wohnhaft in Grouwesteenstraat 13, 9170 Sint-Gillis-Waas, Belgien, als ständiger Vertreter; und

- PDS Consulting BVBA, eine belgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid), eingetragen in dem Banque-Carrefour des Entreprises (RLE Brügge), unter der Nummer 0882.258.649 mit Sitz in Baron de Serretstraat 61, 8200 Brügge, mit Herrn Paul Desender, geboren in West-Rozebeke, Belgien, am 31. August 1957, wohnhaft in Baron de Serretstraat 61, 8200 Brügge, Belgien, als ständigem Vertreter.

Achter Beschluss

Die außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre beschließt, den Verwaltungsrat der Gesellschaft dazu zu ermächtigen, Aktien der Gesellschaft zu erwerben.

Die Gesellschaft kann bis zu einer Höchstanzahl von (i) vierhundertachtundsiebzigtausend zweihundertzweiundachtzig (478.282) B2 Aktien und (ii) vierhundertachtundsiebzigtausend zweihundertdreiundachtzig (478.283) B3 Aktien im Einklang mit dem Verpfändungsvertrag vom 11. Oktober 2012 zwischen der Gesellschaft als Pfandgläubiger und European CleanTech Holding S.à r.l. als Pfandschuldner (der „Verpfändungsvertrag“) erwerben. Die Aktien können ohne weitere Gegenleistung im Rahmen der Verwertung des Pfands unter dem Verpfändungsvertrag erworben werden. Diese Ermächtigung ist beschränkt auf einen Zeitraum von fünf (5) Jahren ab der Veröffentlichung der Beschlüsse dieser außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vorbehaltenlich der zwingenden Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Das Ergebnis der Abstimmung war wie folgt:

- achtunddreißig Millionen zweihundertfünfundsechzigtausend-zweihundertvierundfünfzig (38.265.254) Ja-Stimmen;
- keine Nein-Stimmen;
- keine Enthaltungen.

Der Beschluss wurde mit der erforderlichen Mehrheit angenommen und wurde somit von der außerordentlichen Hauptversammlung gefasst.

Da die Versammlung somit über alle Tagesordnungspunkte beraten und abgestimmt hat, schließt der Vorsitzende die Hauptversammlung.

Diese Urkunde wurde in Luxemburg an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument den erschienenen Parteien verlesen wurde, hat der Rat der Versammlung die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Y. VANDEKERCKHOVE, A. OLLIGES, A. VANDEKERCKHOVE, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 21. Dezember 2012. Relation: EAC/2012/17245. Erhalten fünfundsechzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013004598/1281.

(130004216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

DB STG Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 173.928.

— STATUTES

In the year two thousand and twelve on the fourteenth day of December.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared

DB Finance International GmbH, a company incorporated under the laws of Germany having its registered office at Mergenthalerallee 77, D-65760 Eschborn, Germany, and registered with the Frankfurt am Main Register of Commerce and Companies under number HRB 48541;

here represented by Mr Rolf Caspers, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 10 December 2012.

Such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders. The Company will exist under the name of "DB STG Lux 1 S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favor of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the 3rd Tuesday of May in each year at 2.00 p.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgment of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders.

The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	Subscribed capital	Number of Shares	Amount paid-in
DB Finance International GmbH	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500
Total:	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2012.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

1. Mr Erik van Os, born in Maastricht, The Netherlands, on 20 February 1973, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

2. Mrs Heike Kubica, born in Lutherstadt Eisleben, Germany, on 23 July 1973, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

3. Mr Daniel Bley, born in Ettelbrück, on 17 June 1979, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden textes:

Im Jahre zweitausend und zwölf, am vierzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

DB Finance International GmbH, eine nach deutschem Recht gegründete Gesellschaft mit Sitz in Mergenthalerallee 77, D-65760 Eschborn, Deutschland, und eingeschrieben beim Handels- und Firmenregister von Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 48541,

hiervertreten durch Herrn Rolf Caspers, Angestellter, mit Berufanschrift in Luxemburg,

kraft der unter Privatschrift am 10. Dezember 2012 erteilten Vollmacht.

Die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigefügt.

Daraufhin wurde die Satzung einer Gesellschaft wie folgt festgestellt:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die "Gesellschaft") gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den "Gesetzen") und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen "DB STG Lux 1 S.à r.l." firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Stadt Luxemburg haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Sollte(n) die (der) Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche andere bewegliche oder unbewegliche Vermögensgüter investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss des/der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit dem nach dem Gesetz oder dieser Satzung für die Änderung der Satzung erforderlichen Quorum und den erforderlichen Mehrheiten gefasst wird, und in Übereinstimmung mit Artikel 29 dieser Satzung.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) aufgeteilt. Alle Anteile sind vollständig eingezahlt.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf das alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, so sind die Anteile unter ihnen frei übertragbar und die Anteile können nur dann an NichtGesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter mit einer Mehrheit, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals darstellt, ihr Einverständnis erklären.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt ihre eigenen Anteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s), der mit Anwesenheits- und Mehrheitsverhältnissen, wie sie aufgrund der Gesetze oder der Satzung zur Änderung der Satzung erforderlich sind, gefasst wird, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Tod, Aussetzung von Bürgerrechten, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Tod, die Aussetzung von Bürgerrechten, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) "Geschäftsführer").

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der "Geschäftsführungsrat") gegründet.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die (der) Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) "Geschäftsführer A")) oder als Geschäftsführer B (die (der) "Geschäftsführer B")) zu qualifizieren.

Der/die Gesellschafter soll(en) weder an der Geschäftsführung teilnehmen noch sich in diese einmischen.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die (der) Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben (hat), ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Fall, dass ein Geschäftsführungsrat bestellt wird, gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden benennen (der "Vorsitzende"). Er kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der "Schriftführer").

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit der Geschäftsführungsrates ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernannt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnahmeberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den die Geschäftsführung von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium übertragen werden. Jeder Geschäftsführer kann einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellen, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann festgehalten werden in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet festgehalten sein.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der(s) Geschäftsführer(s) werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurde, unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können (kann) die (der) Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten.

Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Falls es nur einen Geschäftsführer gibt, genügt es, dass das Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und ihrem Geschäftsführer, der ein entgegengesetztes Interesse hat, schriftlich festgehalten wird.

Die vorstehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar wenn (i) das betreffende Rechtsgeschäft unter fairen Marktbedingungen eingegangen wurde und (ii) in die gewöhnlichen Geschäftsabläufe der Gesellschaft fällt.

Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder irgend einem anderen Unternehmen wird durch den bloßen Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder einem solchen Unternehmen beteiligt sind oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) einer solchen Gesellschaft oder eines solchen Unternehmens sind. Keine Person, welche in einer der zuvor beschriebenen Weise mit einer Gesellschaft oder einem Unternehmen in Beziehung steht, mit der beziehungsweise dem die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonst wie Geschäfte tätigt, wird automatisch daran gehindert über solche Verträge oder andere Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die (der) Geschäftsführer treffen (trifft) keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer (seiner) Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Die Gesellschaft stellt jeden Geschäftsführer, Angestellten oder Mitarbeiter und, gegebenenfalls, dessen Erben, Nachlassverwalter und Vermögensverwalter, von Schäden und Ausgaben frei, die ihm im Zusammenhang eines Rechtsstreits oder eines Prozesses, an dem er aufgrund seiner Funktion als Geschäftsführer oder früherer Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter der Gesellschaft beteiligt ist. Das Gleiche gilt, wenn er auf Anfrage der Gesellschaft für eine andere Gesellschaft an der die Gesellschaft beteiligt ist oder von der sie Gläubigerin ist, Ausgaben tätigt und der gegenüber er nicht zur Freistellung berechtigt ist, außer bei Klagsachen in denen er schließlich endgültig wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs wird Freistellung nur für vom Vergleich umfasste Fragen gewährt, bei denen die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistand dahingehend beraten worden ist, dass der freizustellenden Person keine grobe Fahrlässigkeit oder grobes Fehlverhalten vorzuwerfen ist.

Das vorgenannte Recht zur Freistellung schließt keine anderen Rechte aus zu denen die betreffende Person berechtigt ist.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich insbesondere der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutarischen oder zugelassenen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der zugelassene Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund oder in gegenseitigem Einverständnis abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen.

Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am 3. Dienstag im Monat Mai um 14.00 Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein Tag ist an dem Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Versammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden.

Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg; sie können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Interesse des (der) Geschäftsführer(s) liegt, dies erforderlich machen.

Art. 21. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingeschäfters, können sich die Gesellschafter auch auf Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutarischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 22. Anwesenheit - Vertretung. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht. Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 23. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 24. Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die nicht einberufen wurde zur Änderung der Satzung oder zur Fassung von Beschlüssen, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, werden Beschlüsse von Gesellschaftern gefasst, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Wenn eine solche Mehrheit nicht bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten Versuch einer schriftlichen Beschlussfassung erreicht wird, werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen oder konsultiert; Beschlüsse werden dann unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien, durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Bei jeder Gesellschafterversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder den Gesetzen zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, einberufen wird, entsprechen die Mehrheitsverhältnisse der Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Art. 25. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingeschäfters gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingeschäfters unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 27. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 28. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die "Rücklage"). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabepremien an die Gesellschafter ausschütten, wobei jeder Anteil in gleichem Verhältnis zur Teilnahme an einer solchen Ausschüttung berechtigt.

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 29. Auflösung, Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche einschließlich der Liquidationskosten wird der Reinerlöse aus der Abwicklung an die Gesellschafter so verteilt, dass das wirtschaftliche Ergebnis den auf die Ausschüttung von Dividenden anwendbaren Regeln entspricht.

Kapitel VII. Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert und gegebenenfalls das Ernmissionsaufgeld zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	Eingezahlter Betrag
DB Finance International GmbH	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500
Total:	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) stand der Gesellschaft daher von diesem Zeitpunkt an zur Verfügung. Nachweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Maßgaben von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, erfüllt wurden.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200) geschätzt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2012.

Gesellschafterbeschlüsse Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf drei (3) festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

1. Herrn Erik van Os, geboren in Maastricht, Niederlanden, am 20. Februar 1973, mit Berufsanschrift in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

2. Frau Heike Kubica, geboren in Lutherstadt Eisleben, Deutschland, am 23. Juli 1973, mit Berufsanschrift in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

3. Herrn Daniel Bley, geboren in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg, am 17. Juni 1979, mit Berufsanschrift in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag des Vollmachtnehmers der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag desselben Vollmachtnehmers und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde, Angenommen in Luxemburg, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Vollmachtnehmer der oben genannten Partei vorgelesen worden ist, hat derselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: R. Caspers, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 21 décembre 2012, REM/2012/1694. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003088/637.

(130003011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Fincer Lussemburgo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.482.

DISSOLUTION

L'an deux mil douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A COMPARU:

La société anonyme «Thesaba S.A.», société de droit Suisse, avec siège social à CH-1701 Fribourg, Rue de Morat 11, inscrite à l'office fédéral du registre du commerce de du canton de Fribourg, sous le numéro CH-217.0.133.880-1,

ici représentée par Madame Rita GOUJON, demeurant professionnellement à Luxembourg, suivant procuration annexée au présent acte.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'actionnaire unique de la société anonyme «FINDER LUSSEMBURGO S.A.» établie et ayant son siège social à L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 53.482,

constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 1995, publié au Mémorial C numéro 136 du 19 mars 1996, page 6.503, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 février 2008, publié au Mémorial C numéro 841 du 5 avril 2008, page 40.349.

II. La partie comparante déclare et décide expressément de dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

III. La partie soussignée connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

IV. La partie soussignée, actionnaire unique de la prédite société, se considérant comme liquidateur de la dite société, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et déclare répondre personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

De même elle reprend l'intégralité de l'actif de la société liquidé.

V. La partie soussignée donne décharge expresse aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VI. La partie soussignée approuve encore par les présentes les comptes de la dite société.

VII. La liquidation de la société est par conséquent achevée.

VIII. Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse de l'ancien siège social.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300.- €).

A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes sont solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires résultant des présentes.

Déclarations générales

La partie déclare que le notaire instrumentant lui a expliqué tous les effets et toutes les conséquences du présent acte. Elle a persisté à procéder par le présent acte et a déclaré décharger le notaire instrumentant de toute conséquence et responsabilité éventuelle pouvant découler du présent acte.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: R. GOUJON, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 2 janvier 2013. Relation: EAC/2013/36. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, LE 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003165/53.

(130003014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Gulf Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 128.569.

— DISSOLUTION

L'an deux mil douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A COMPARU:

La société «NATIXIS» société de droit français avec siège social à F-75013 Paris, 30 avenue Pierre Mendès France, inscrite au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris sous le numéro 542 044 524

ici représentée par Madame Rita GOUJON.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'actionnaire unique de la société anonyme «Gulf Capital Luxembourg S.A.»

avec siège social à L-1030 Luxembourg, 412 F route d'Esch,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 128.569,

constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, alors notaire de résidence à Remich, en date du 20 avril 2007, publiée au Mémorial C numéro 1.523 du 21 juillet 2007, page 73.083.

II. La partie comparante déclare et décide expressément de dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

III. La partie soussignée connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

IV. La partie soussignée, actionnaire unique de la prédite société, se considérant comme liquidateur de la dite société, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et déclare répondre personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

V. La partie soussignée donne décharge expresse aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VI. La partie soussignée approuve encore par les présentes les comptes de la dite société.

VII. La liquidation de la société est par conséquent achevée.

VIII. Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse de l'ancien siège social.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300.- €).

A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes sont solidairement tenus du paiement des frais, dépenses et honoraires résultant des présentes.

Déclarations générales

Les parties déclarent que le notaire instrumentant leur a expliqué tous les effets et toutes les conséquences du présent acte. Elles ont persisté à procéder par le présent acte et ont déclaré décharger le notaire instrumentant de toute conséquence et responsabilité éventuelle pouvant découler du présent acte.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: R. GOUJON, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 2 janvier 2013. Relation: EAC/2013/40. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, LE 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003190/50.

(130003013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

H.B.P. (Holding) S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 66.872.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 10 décembre 2012

Démission de Monsieur Marc Ambroisien en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Karl Guénard, demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Marc Ambroisien, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2013.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013005063/16.

(130004541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

AEI Luxembourg Global, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 88.318.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

AEI Luxembourg Global, S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013005134/15.

(130005734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg) SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 3.751.466.476,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.372.

—
RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle survenue dans la publication datée du 28 avril 2011 et déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 15 juin 2011, sous la référence L110092085, la version correcte est la suivante:

- Conversion de la devise du capital social en Euros, de façon à faire passer le capital social de la Société de son montant actuel de USD 5,500,025,002 au montant de EUR 3,719,248,716,53, en appliquant le taux de change du 27 avril 2011 selon lequel USD 1,4788 correspond à EUR 1 (selon Bloomberg).

- Réduction du capital social de la Société d'un montant de EUR 0,53 afin de le porter de son montant actuel de EUR 3,719,248,716,53 au montant de 3,719,248,716, sans annuler de parts sociales de la Société mais en créant une réserve distribuable d'un montant de EUR 0,53.

- Consolidation des 4,675,021,001 parts sociales de classe A sans valeur nominale de la Société en 3,161,361,239 parts sociales de classe A avec une valeur nominale de EUR 1 chacune et consolidation des 825,004,001 parts sociales de classe B sans valeur nominale de la Société en 557,887,477 parts sociales de classe B avec une valeur nominale de EUR 1 chacune.

- En conséquence des modifications qui précèdent, les associés de la Société ont décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social émis et souscrit de la Société est établi à EUR 3,719,248,716 (trois milliards sept cent dix-neuf millions deux cent quarante huit mille sept cent seize euros), représenté par 3,719,248,716 (trois milliards sept cent dix-neuf millions deux cent quarante huit mille sept cent seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, dont 3,161,361,239 (trois milliards cent soixante et un millions trois cent soixante et un mille deux cent trente-neuf) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune détenues par l'(les) Associé(s) Commanditaires(s) (les Parts Sociales A ou les Parts de commanditaire), chacune étant entièrement libérée et 557,887,477 (cinq cent cinquante-sept millions huit cent quatre vingt sept mille quatre cent soixante dix-sept) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, détenues par le Gérant Commandité (les Parts Sociales B ou les Parts de commandité), chacune étant entièrement libérée.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004257/33.

(130003397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Kashiwa Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.095.

—
Extrait du Procès-Verbal de L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social en date du 18 décembre 2012

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

- Yohei Suzuki, résidant au 2-1, Aoba-cho, Shimizu-ku, J-Shizuoka-shi, Shizuoka, Japon, Administrateur;
 - Sumiko Suzuki, résidant au 2-1, Aoba-cho, Shimizu-ku, J-Shizuoka-shi, Shizuoka, Japon, Administrateur;
 - Adrian Escher, résidant au 14, Rubisacherrain, CH-6440 Brunnen, Suisse, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
 - Andreas Gilgen, résidant au 4, Pilatusstrasse, CH-5430 Wettingen, Suisse, Administrateur;
 - Christian Lyk, résidant au 6, Lindenbergstrasse, CH-5618 Bettwil, Suisse, Administrateur,
- et du Commissaire:

FIN-CONTROLE S.A., établie et ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 42.230

jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005428/21.

(130005213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Stork Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 131.618.

L'an deux mille douze, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme STORK INVEST S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 131.618 (NIN 2007 2227 183),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 septembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2330 du 17 octobre 2007,

au capital social de trente et un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Djilali KEHAL, employé privé, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

L'assemblée désigne comme scrutateur Madame Valérie ALBANTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. - Mise en liquidation de la société.
2. - Nomination d'un liquidateur.
- 3.- Détermination de ses pouvoirs.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société STORK INVEST S.A. avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée Luxglobal Services S.à r.l., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089, comme liquidateur de la société.

Troisième résolution

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: H.H.J. KEMMERLING, D. KEHAL, V. ALBANTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 28 décembre 2012. Relation: ECH/2012/2336. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003460/53.

(130002481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.